

# Les Bourses du travail



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

## *La Bourse du travail dans l'activité militante actuelle*

1) Construire et animer une union locale, Brochure du CSR, collectif, juin 2007, 21 pages

## *La Bourse du travail dans l'histoire du mouvement ouvrier*

2) La Bourse du travail de Lyon, David Rappe, Editions Atelier de création libertaire, avril 2004, 223 pages dont 14 d'illustrations

3) Histoire des Bourses du travail, Fernand Pelloutier, éditions Phénix, fac simulé de l'édition de 1902, 338 pages

Le syndicalisme révolutionnaire est une référence mythique dans l'histoire sociale de la France. On retient son discours construit autour de quelques idées centrales : indépendance syndicale par rapport à l'Etat, au patronat et aux partis politiques et grève générale révolutionnaire.

Mais une part importante de son apport est souvent laissée de côté, ses choix de structures pour se substituer au capitalisme : la Bourse du Travail et le syndicat d'industrie (Cf. fiche n° 2).

## LES ORIGINES

### ECHEC DES TENTATIVES D'INSTRUMENTALISATION ...

#### ...Par la bourgeoisie « de gauche »

En 1887, la municipalité de Paris décide l'ouverture d'une Bourse du Travail afin de permettre aux organisations syndicales d'assurer **des activités de placements** des travailleurs (embauche) à une époque où le patronat a le monopole sur cette question.

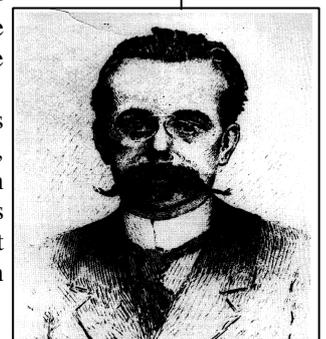
Les républicains de gauche espèrent ainsi amener le mouvement syndical à se spécialiser dans des activités de service séparées des luttes quotidiennes et sous contrôle des partis politiques.

#### ...Par le syndicalisme social démocrate

1880-1890 est la décennie où le mouvement syndical est dominé par différents courants politiques et notamment le POF de Jules Guesde (guesdistes). Pour eux, le parti doit constituer l'avant-garde. Il n'est donc pas question de construire un syndicalisme interprofessionnel autonome : c'est le parti qui doit fédérer les syndicats, constitués par cloisonnements autour de métiers (par exemple, le syndicat des terrassiers et celui des maçons sont séparés).

Très rapidement, la priorité est donnée à l'électoratisme et notamment à la conquête des mairies. Mais ce syndicalisme social-démocrate va vite se discréditer. Non seulement les luttes corporatistes, isolées, se terminent le plus souvent par des échecs, les ouvriers n'étant pas assez organisés pour construire un vrai rapport de force. Mais encore, la conquête des mairies n'apporte pas les résultats escomptés. Très vite, beaucoup de militants socialistes sont intégrés à la gestion municipale et s'institutionnalisent (parlementarisme). Le POF tentera de contrôler les Bourses du Travail. En vain. Soit ses militants en ressortent discrédités, soit ils quittent le POF, à l'image de Pelloutier.

**Fernand PELLOUTIER (1867-1901)**  
Syndicaliste Révolutionnaire. Il devint en 1895 secrétaire de la Fédération Nationale des Bourses du Travail qu'il anima jusqu'à sa mort. Il en multiplia les services, notamment éducatifs.



### AFFIRMATION PRATIQUE DE L'AUTONOMIE OUVRIÈRE

Les militants syndicalistes révolutionnaires, issus de différents courants dont ils commencent à se dégager (socialistes allemanistes, blanquistes, anarchistes) vont profiter de l'ouverture des Bourses du Travail pour les transformer en petits bastions ouvriers dans lesquels **les activités de service et d'entraide sont socialisées** et menées étroitement avec les luttes dans les entreprises. C'est la mise en pratique de la stratégie définie par l'AIT en 1864, l'autonomie ouvrière : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

C'est à partir des Bourses du Travail que sont inventées, en vrac, **exclusivement par et pour les syndiqués** les activités d'une véritable contre-société ouvrière:

- les soupes communistes pour les grévistes et leur famille; le placement des enfants de grévistes;
- les cours du soir (formation professionnelle et générale pour imposer des qualifs au patronat);
- Un service de placement des chômeurs où existe une section syndicale. Une allocation chômage;
- les dispensaires médicaux gratuits pour la reconnaissance des accidents de travail (contre les médecins du patronat);
- Les coopératives de production ou de distribution, les premières colonies de vacances;
- Des bibliothèques militantes; etc.
- Des spectacles, etc.



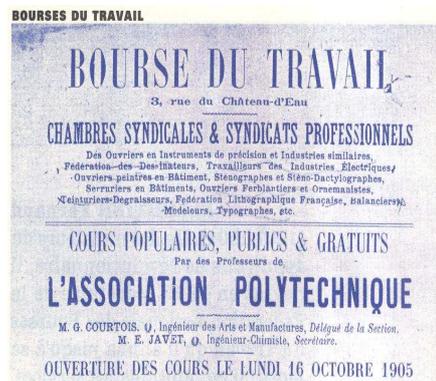
## **Les Bourses du Travail et la CGT : fusion en 1902**



L'efficacité est telle qu'en 1896, il y a déjà 46 bourses regroupant 862 syndicats. Lorsque Pelloutier écrit son « *histoire des Bourses du Travail* » en 1900, il estime à 48% le nombre de syndiqués rattachés à une Bourse du Travail, par l'intermédiaire de leur syndicat.

**Les Bourses ont donc été, malgré les obstacles nombreux, un facteur central de coordination interprofessionnelle des prolétaires français.**

Ce fait est intéressant par rapport à la situation syndicale que nous rencontrons actuellement. A l'époque, les syndicats adhèrent à la Bourse du Travail unitaire, quelle que soit leur orientation et leur affiliation ou non à la FNS ou à la CGT.



Sur la base de ce développement, le nombre de Bourses va continuer à augmenter au fil des années et permettre d'organiser le salariat des petites villes.

La création de la CGT n'est pas du tout un obstacle. En 1902, la CGT et la Fédération nationale des Bourses du Travail fusionnent. Il en résulte une double organisation : les syndicats sont adhérents à leur fédération d'industrie, mais aussi à leur Bourse du Travail. Le Comité Confédéral regroupe alors des représentants des Bourses et des fédérations.

**C'est l'adhésion des Bourses qui va faire de la CGT une organisation puissante, capable de se lancer dans des grèves et des mobilisations nationales : contre la guerre, contre la vie chère, pour la journée de 8 heures, etc.**



Le congrès de 1912 renforce le poids des Bourses même si celles-ci changent de nom. En effet, l'unification de tous les syndicats de classe dans la CGT est réalisée à cette époque. Les Bourses du Travail sont donc de fait des Unions Locales de la CGT. Le congrès décide de renforcer l'interpro. Les 46 fédérations de métiers se transforment en se regroupant en fédérations d'industries afin de casser les corporatismes et de préparer la reprise en main de l'économie par les travailleurs le jour de la Révolution. Les Bourses sont transformées en Unions Locales (UL) qui se fédèrent en UD qu'elles contrôlent. **La Bourse du Travail doit permettre d'organiser l'économie locale mais aussi la gestion politique des communes .**

**Les soupes communistes aux grévistes , à la Bourse du travail**

### **Quels enjeux dans les Unions locales en 2010 ?**

Il subsiste encore 700 Unions Locales dans la CGT.

Beaucoup sont moribondes, ou détournées de leur fonction première, pour n'être plus que des petites entreprises de conseil juridique.

Là encore, il n'y a aucune fatalité.

Il s'agit de les investir pour les redynamiser, voire les reconstruire.

Dans sa brochure Construire et animer une union locale, le CSR fournit de nombreuses pistes de travail à partir de constats et d'expériences concrètes mutualisées par ses militants.

A SUD-Solidaires, les « unions locales » sont en fait des coordinations informelles au niveau d'un département.

La CFDT a liquidé ses UL durant son recentrage des années 80. Ce n'est pas pour rien.

Depuis 2 congrès confédéraux CGT, les UL sont devenues une cible pour la direction de la conf. qui se méfie de cet outil de la lutte de classe.

**D'ores et déjà :**

- C'est un lieu important pour faire émerger la conscience de classe (stages de formation niveau 1, etc..)

- C'est un lieu indispensable pour développer le syndicalisme d'industrie contre le syndicalisme d'entreprise.

- C'est un lieu incontournable pour l'implantation syndicale par des pratiques de proximité.

- C'est un lieu où l'on peut apprendre à pratiquer la démocratie syndicale. Les UL CGT ont une existence

statutaire.

- C'est un lieu où l'on peut développer les activités socialisées d'entraide (aide aux devoirs, alphabétisation, sport ouvrier...)

- C'est un lieu où s'organisent les luttes et leur soutien concret. C'est aussi un lieu de repli tactique évident dans la guerre sociale .

Il ne peut y avoir de grève générale, ancrée dans chaque zone industrielle, dans chaque bassin de travail, sans la préparation militante et la coordination via les unions locales. Cette évidence échappe malheureusement encore à beaucoup de camarades.

Par ailleurs, il ne peut y avoir de révolution sans préparation et accumulation d'expériences de gestion par les travailleurs.

Il reste donc à reconstruire dans nos UL une contre société ouvrière vivante.

## Fiche n°2

I  
N  
F  
O  
R  
M  
A  
T  
I  
O  
N

## Syndicalisme d'industrie



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

- 1) La revue Syndicaliste, qui consacre de nombreux articles à ce thème
- 2) Les courants syndicaux, leur histoire à travers leur organisation et leur stratégie, Brochure du CSR, collectif, juin 2007, 45 pages
- 3) Champagne. Un siècle d'histoire sociale par Slava Liszek, VO Editions, 1995, 222 pages

C  
S  
R

Que ce soit en France au sein de la CGT, ou dans d'autres pays (comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis par exemple), les militants syndicalistes révolutionnaires ont toujours mené la lutte pour dépasser les syndicalismes de métier et d'entreprise et créer des syndicats d'industrie ou de branche.

## ► Le syndicalisme de métier, c'est quoi ?

C'est la première forme du syndicalisme. Dans une localité se sont créés des syndicats rassemblant les ouvriers d'un même métier : ouvriers sur bronze, peintres en dorure, ... Ces syndicats n'étaient pas liés à une seule entreprise : cela n'avait aucun sens, car les ouvriers changeaient souvent de patron (chômage, répression, recherche de meilleures conditions d'emploi, licenciements très faciles). La solidarité existait dans un même métier. Au niveau national, ces syndicats se regroupaient en fédérations de métiers.

Cela permettait une vraie solidarité quand les ouvriers changeaient de région : aide pour retrouver du travail dans son métier, aide financière lors des grèves.

Mais ce syndicalisme a un grand défaut : il reproduit la division du travail imposée par les patrons. Il rassemble les travailleurs mais seulement en partie. Les conséquences ont été très néfastes : sur un même lieu de travail, existaient plusieurs syndicats, car plusieurs métiers. Localement, plusieurs syndicats se faisaient une guerre ouverte pour recruter dans les mêmes métiers.

De plus, face à la concentration capitaliste des entreprises, ce syndicalisme était incapable de donner aux travailleurs une maîtrise de leur industrie en vue d'une future gestion de la société par les travailleurs eux-mêmes.

C'était essentiellement un syndicalisme d'ouvriers qualifiés, tendant à exclure les travailleurs non qualifiés, de plus en plus nombreux du fait des modifications dans le mode capitaliste de la production (manœuvres, travail à la chaîne, ...).

**La solidarité ouvrière s'arrêtait à la porte du métier.**

## ► Le syndicalisme d'industrie, c'est quoi ?

Le syndicalisme d'industrie consiste à regrouper les syndicats de métiers en syndicats d'industrie (métallurgie, bâtiment, ...) organisés localement (ville, bassin d'emploi et de vie). Ainsi sur un même lieu de travail et dans une même zone d'emploi, un seul syndicat CGT regroupe tous les travailleurs syndiqués, quelque soit leur métier. Dans le même temps, il s'est agi de regrouper les fédérations de métier dans de puissantes fédérations d'industrie. Bien entendu, cette bataille n'a pas été facile, il a fallu contourner de nombreuses résistances.

Quand on parle d'industrie, il s'agit en fait d'une branche. Aujourd'hui il faut entendre une branche d'activité ayant une cohérence, que les activités se fassent sous formes d'entreprises privées, ou publiques, ou associatives. Ainsi les branches (ou industries) de l'Education, du Commerce, de l'Aide à domicile, de la chimie, de la métallurgie, de la construction, ...

Aujourd'hui encore cette forme du syndicalisme d'industrie n'est pas totalement généralisée. Le syndicalisme de métier existe sous forme de syndicats autonomes, mais il est

surtout fort dans l'éducation (que l'on pense aux nombreux syndicats de métiers de la FSU), chez les correcteurs et aussi partiellement dans l'éducation à la CGT. Il y a d'autres exemples.

*La FSU : 24 syndicats de métiers.  
Pour les seuls enseignants de l'éducation nationale, 5 syndicats différents !  
SNEP (profs de sport)  
SNES (2nd degré),  
SNUipp (1er degré),  
SNESUP (supérieur),  
SNUEP  
(enseignement professionnel)*



## ► Le syndicalisme d'entreprise, c'est quoi ?

Le syndicalisme d'entreprise est une forme pervertie du syndicalisme d'industrie. Dans un syndicat d'entreprise (ou parfois même d'établissement), les travailleurs sont tous organisés dans un même syndicat. Mais ils ne sont pas dans le même syndicat que leurs camarades d'une autre entreprise située dans la même zone d'emploi et faisant partie de la même branche ! Ainsi dans la construction : on a des syndicats par entreprise des gros donneurs d'ordre, et puis une quasi absence de syndicats chez les sous-traitants. On retrouve le même schéma dans l'automobile : un syndicat dans l'usine du donneur d'ordre, et autour, parfois, des syndicats très faibles chez les sous-traitants situés près de l'entreprise principale. On a même aussi dans une même usine un syndicat CGT de l'employeur principal, et des travailleurs en intérim parfois syndiqués dans la boîte d'intérim !!

Le syndicalisme d'entreprise a été progressivement presque généralisé à la CGT à partir de la fin des années 1950. Le fait est que pendant une vingtaine d'années, le mouvement syndical était à l'offensive. Les luttes gagnantes dans les grandes entreprises et les grands services publics se traduisaient par une amélioration réelle de la situation d'une grande partie des autres travailleurs (acquis dans la convention collective, acquis sociaux de la protection sociale,...). Mais au tournant de la fin des années 1970, avec la crise économique mondiale du capitalisme, avec la crise du modèle d'exploitation sur les chaînes, et d'autres facteurs encore, le grand capital met progressivement en place d'autres formes de production et d'exploitation, notamment par la sous-traitance, la privatisation des secteurs publics, ... Alors les grandes concentra-

tions de travailleurs sont exploitées, les statuts sur un même lieu de travail sont de plus en plus nombreux. Les travailleurs sont de plus en plus divisés, éclatés,... Et les acquis sociaux sont régulièrement remis en cause, pour tous, mais beaucoup plus vite pour une partie toujours croissante des travailleurs (jeunes, femmes, immigrés, petites entreprises, sous-traitants, précaires). Le modèle du syndicalisme d'entreprise a été incapable de s'opposer à cette restructuration capitaliste radicale. La crise du syndicalisme est en partie la crise du syndicalisme d'entreprise. Cela commence à être peu à peu analysé au sein de la CGT. **Mais nous avons au moins trente ans de retard. Il s'agit de faire vite et de renouer avec le syndicalisme d'industrie.**

## ► Les objectifs du syndicalisme d'industrie

► **Le premier objectif** du syndicalisme d'industrie est de répondre efficacement à la stratégie de division des travailleurs d'une même branche, sur une même zone d'emploi, que l'on soit chez le donneur d'ordre ou le sous-traitant, en CDI ou en intérim.

**Il unifie donc les travailleuses sur la base d'une même plate-forme revendicative. Il a déjà fait ses preuves. C'est le syndicalisme d'industrie qui a permis dans le passé la mise en place des Conventions Collectives Nationales mais aussi des statuts et des mutuelles de branche.**

De nos jours, le syndicalisme d'industrie permet toujours d'organiser tous les travailleurs de la même branche pour lutter contre leur mise en concurrence. C'est une arme pour défendre, faire appliquer et améliorer vraiment les conventions collectives. Sinon celles-ci ne deviennent que des coquilles vides : dans les grandes entreprises les accords sont su-

périeurs à la conventions. Dans les plus petites, les acquis régressent et ne sont de toute façon plus appliqués ou de moins en moins.

Regroupés ensuite dans une fédération d'industrie au niveau national, ce syndicalisme permet de prendre en compte la réalité du capital aujourd'hui : mener le combat efficacement au niveau international, lutter contre les grands groupes sur les lieux mêmes de travail, lutter contre la surexploitation des travailleurs d'immigrés en les syndiquant ici même en contact les syndicats de leur pays d'origine.

► **Le second objectif** du syndicalisme d'industrie est de préparer les travailleurs à la gestion socialiste de la société. Cette gestion n'est possible que si les travailleurs de la base sont capables de connaître et de maîtriser réellement tout ce qui se passe sur leur lieu de travail, les liens entre leurs activités et celles d'au-



tres travailleurs de la même branche, de coordonner leurs efforts et connaissances. Cela est impossible avec le syndicalisme de métier et le syndicalisme d'entreprise. Seul le syndicalisme d'industrie le permet.

Ainsi, par le moyen de leur fédération d'industrie, les travailleurs seront capables de gérer leur branche, en lien avec les autres branches dans le cadre des structures interprofessionnelles : unions locales, unions départementales et régionales, et confédération.

# Le contrôle ouvrier



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

La revue Syndicaliste ! : dossier du n°19 ; n°20 page 21.

The Take (DVD chez MK2)

Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion – E.Mandel

L'introuvable démocratie salariale – en particulier les pages 11 à 67 - JP Le Crom

La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière – R. Mencherini

Conflits, pouvoirs et société à la Libération – en particulier les pages 165 à 183 – G. Madjarian

Puissances du salariat – en particulier les pages 163 à 200 – B. Friot

Rendez nous nos usines ! – Z. Kowalewski

Les comités d'usine et le contrôle ouvrier sous Pétrograd en 1917 – D. Mandel

La CGT et les coopératives ouvrières de production – S. Zaidman

La Bellevilloise – JJ Meusy



**Le capitalisme** : dans la société capitaliste, quelle qu'elle soit, ce sont les patrons, l'encadrement et les hauts fonctionnaires d'Etat qui décident. Ils ont le pouvoir de décision sur tout ce qui est produit, avec quoi on le produit (matières, procédés de production,...), sur les lieux de production, sur les conditions de production et de travail,... Le résultat est connu : crises économiques, crises écologiques, guerres mondiales, famines, exploitation et domination,...



**Le contrôle ouvrier** : c'est une expression qui a une longue histoire dans le mouvement syndical. Dans le fond, c'est la revendication du prolétariat qui conteste le pouvoir des patrons, de l'encadrement et des hauts fonctionnaires d'Etat. Le contrôle ouvrier exprime la volonté du prolétariat de construire un autre pouvoir, pour construire une autre société libérée du capitalisme, pour une société communiste, c'est à dire sans classes sociales et sans Etat et par l'autogestion. Le contrôle ouvrier découle de la stratégie syndicaliste révolutionnaire de l'autonomie ouvrière ou autonomie du prolétariat,

## Les différents niveaux de contrôle ouvrier :

Bien entendu, ce pouvoir autogéré du prolétariat n'est pleinement et durablement possible que si le pouvoir patronal et d'Etat est détruit. En attendant, le prolétariat doit, par la lutte syndicale, construire, sur les lieux de travail et en dehors de ces lieux, des organisations et des modes d'actions qui lui permettent de contester le pouvoir patronal et d'Etat, qui lui permettent de s'exercer au contrôle ouvrier et à la gestion ouvrière sur les moyens de production, sur ses lieux de vie, ... C'est aussi une préparation à la grève générale et à sa suite. Quelques exemples pris dans l'histoire récente comme plus ancienne du syndicalisme et des luttes démontrent que cette stratégie est possible et qu'elle peut et doit être mise en œuvre tous les jours :

- ▶ Création de mutuelles ouvrières, puis de la sécurité sociale dans laquelle les syndicats avaient conquis une partie de la gestion.
- ▶ Création de coopératives de production et de consommation liées au syndicalisme, afin de contester le consumérisme capitaliste, afin d'exercer les syndiqués à la gestion en combattant la division du travail.
- ▶ Création des Comités d'entreprise qui peuvent être autre chose que de simples chambres d'enregistrement avec des élus subissant la loi patronale. Des CE liés à leurs syndicats d'industrie (et non pas d'entreprise) et à leurs fédérations d'industrie pourraient être de puissants outils de contrôle ouvrier. A la base, sur les lieux de travail, l'ensemble des travailleurs trouveraient alors un moyen d'action pour contrôler leur activité.
- ▶ En mai 1968, comme par exemple à Nantes, les syndicats ont exercé une partie du pouvoir sur la distribution de vivres et de carburant à la population.

En 1945, à la Libération, à Marseille par exemple, les ouvriers ont exercé la gestion de leur usine.

En Italie à la fin des années 1960, un puissant mouvement d'autonomie ouvrière a existé, contestant l'organisation du travail dans les usines, imposant le contrôle sur les rythmes de travail, agissant sur la santé des travailleurs,...

Plus près de nous, en Argentine, en 2001 et en 2009 par exemple, des ouvriers ont occupé et ont remis en route leur usine

## Stratégie révolutionnaire :

Il ne s'agit là que de quelques exemples des très nombreuses expériences de contrôle ouvrier. Comme on le voit, le contrôle ouvrier est une expression qui exprime en fait le pouvoir de la classe des prolétaires à se prendre en main et à agir sur tous les aspects de sa vie. On pourrait aussi citer les activités sportives (le sport ouvrier), culturelles, sur le loge-

ment,... Dans tous ces domaines, il a existé et peut exister le contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier fait donc partie de la stratégie révolutionnaire du syndicalisme révolutionnaire. Sans un prolétariat habitué à contrôler et à gérer tous les aspects de sa vie, qu'elle soit productive ou non, alors une société réellement débarrassée de l'exploitation ne pourra jamais exister. Les exemples de plu-

sieurs expériences révolutionnaires nous le prouvent. La révolution se prépare tous les jours car elle doit préparer les femmes et les hommes capables de garder et d'exercer le pouvoir sur la production,... et de ne pas le perdre au profit d'une nouvelle classe d'exploiteurs. Celle-ci n'apparaît que par l'incapacité du prolétariat à exercer son pouvoir de gestion.

# Le Front Unique



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

- Brochure du CSR sur les courants syndicaux
- Brochure du CSR sur le CSR espagnol
- Articles de *Syndicaliste !* : n° 29 page 13 et page 18 ; n° 34 page 6
- La Charte d'Amiens
- Brochure du CSR sur l'Internationale Syndicale Rouge
- L'unité syndicale en France (édition Syllepses) :
  - « La déclaration des 22 », page 193
  - « Le comité national d'unité d'action » au 40<sup>ème</sup> Congrès de la CGT en 1978, page 215



*L'idée de base du Front Unique repose sur une réalité matérielle incontestable : l'existence des classes sociales. Parmi celles-ci, il y en a trois fondamentales : la bourgeoisie, l'encadrement capitaliste et le prolétariat. Comme les intérêts de ces classes sont différents et inconciliables, notre classe, le prolétariat, doit forger au jour le jour son unité de lutte. Le Front Unique s'exprime sous plusieurs formes.*

## ► Unité de lutte sur le lieu de travail :

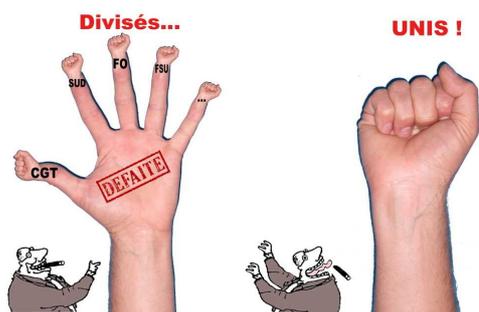
tous les jours, sur leur lieu de travail, les prolétaires tentent de résister et luttent contre le capital (salaires, conditions de travail,...). Le Front Unique à la base exprime ces résistances et ces luttes. Que les ouvriers et les employés aient des idées politiques différentes, des idées religieuses ou pas,... ils ont des intérêts communs. Ils les défendent en dépassant leurs différences : c'est le Front Unique.

## ► Unité d'action :

Le prolétariat s'organise dans ses syndicats. La division syndicale et l'existence de plusieurs organisations est bien souvent un frein et un obstacle à la lutte et à la victoire pour les revendications. C'est pourquoi la question de l'unité d'action est primordiale. C'est une autre forme du Front Unique. Cette unité d'action peut revêtir plusieurs formes : à la base, sur les lieux de travail ; au sommet, entre directions des différentes organisations syndicales : entre fédérations, entre UD, entre confédérations,... Mais le Front Unique n'est possible que si plusieurs conditions sont remplies. Le Front Unique comme unité d'action doit être basé sur des revendications claires dans l'intérêt des travailleurs. Le Front Unique comme unité d'action n'est pas un accord flou entre des syndicats de classe et des syndicats de collaboration de classe. De plus, dans le Front Unique comme unité d'action, les différentes organisations syndicales doivent garder leur liberté d'action et de revendications sur tout ce qui ne concerne pas l'unité d'action.

## ► Unité d'organisation :

Le Front Unique est aussi une forme supérieure de l'unité de classe du prolétariat, par l'unité d'organisation. Il n'y a aucune raison valable qui justifie la division entre différentes organisations syndicales de classe. Des courants syndicalistes réformistes, révolutionnaires,... doivent cohabiter dans la même organisation à condition que leur objectif principal soit la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs contre ceux de la bourgeoisie : le syndicalisme de classe. La création de plusieurs organisations syndicales de classe affaiblit le rapport de forces dans la lutte des classes. Elle aboutit à créer des obstacles à la grève générale, à gaspiller des forces précieuses (locaux, moyens, permanences, campagnes syndicales,...). Ces différentes organisations artificiellement créées sont des appareils, qui ont au début l'attrait de la nouveauté, mais qui justifient à terme leur existence par une idéologie politique (l'anarcho-syndicalisme par exemple).



## Réunification syndicale

La lutte pour le Front Unique comme unité d'organisation est la lutte pour la réunification syndicale sur les bases du syndicalisme de classe : syndicalisme d'industrie, syndicalisme interprofessionnel, syndicalisme d'entraide.

## ► Les tendances syndicales :

Pour que le Front Unique comme unité d'organisation puisse être une réalité solide, il faut que l'organisation syndicale de classe fonctionne avec l'existence de tendances syndicales. Celles-ci sont des courants d'idées, regroupant des militants, qui défendent leurs idées à l'intérieur de l'organisation syndicale, permettant aux syndicats, aux UL, aux UD,... de bénéficier de la réflexion collective des ces courants. Mais bien entendu, la décision reste aux syndicats, UL,... sur la base de leurs instances. Il n'est pas question de voter sur la base de tendances, pour éviter de reproduire le parlementarisme. Par exemple, la CGT a très longtemps reconnu l'existence de tendances. Il n'est pas nécessaire que cela soit codifié dans des statuts. Ces tendances existent par leurs écrits, leurs revues, brochures, leurs journaux... diffusés dans les syndicats. La Vie Ouvrière, fondée en 1909, était la revue d'une tendance syndicaliste révolutionnaire dans la CGT. A l'époque, les réformistes avaient aussi leurs tendances et leurs journaux.



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

- 4 pages du CSR sur l'histoire du PCF
- brochure du CSR : « Du CSR au PCF , une histoire du communisme français »

Le concept de « *Gauche* » est couramment utilisé afin de définir le camp des travailleurs en opposition à nos adversaires : « *la Droite* ».



Cette notion de « gauche » correspond à une vision idéaliste des luttes sociales. Ce serait l'idéologie qui définirait l'action politique. Il pourrait donc y avoir des bourgeois de gauche défendant les intérêts des travailleurs. Cette vision est donc une porte ouverte à la collaboration de classe puisque cela sous-entendrait que les travailleurs pourraient combattre côte à côte avec des bourgeois pour défendre les mêmes intérêts.

La plupart des organisations affinitaires (recrutant sur une base idéologique), partis ou non, développent ce mythe, ce qui justifie un rassemblement sans tenir compte de l'appartenance de classe. Cependant, dans l'histoire, des partis « socialistes » ont pu exister en s'adressant quasi exclu-

### Idéalisme ou matérialisme ?

sivement au recrutement de prolétaires. C'est le cas du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire en 1890 en France, du POUM espagnol en 1935 mais aussi de certaines organisations libertaires se revendiquant de la lutte des classes (les communistes libertaires).

Les syndicalistes révolutionnaires, tout comme les marxistes et les communistes libertaires, rejettent l'idéalisme. Nous pensons que l'idéologie n'est pas un phénomène autonome mais au contraire qu'elle est le produit de l'appartenance de classe. Une organisation anti-capitaliste ne peut donc défendre une politique cohérente qu'en recrutant uniquement



### **Patron de gauche ou de droite ?**

dans le prolétariat, c'est à dire la seule classe sociale qui a intérêt à combattre l'exploitation capitaliste.

Ce schéma correspond à une vision matérialiste, opposée à la vision idéaliste.

### L'apparition de la notion de « Gauche » : contre la classe ouvrière

Cette notion est partiellement issue de la Révolution française de 1789. A l'époque, les députés devaient se prononcer sur la possibilité donnée au Roi Louis XVI de disposer ou non d'un droit de veto sur les lois à venir. N'arrivant pas à faire régner le calme, le Président de séance demanda aux partisans du Oui de se placer à sa droite, et aux détracteurs à sa gauche.

Mais surtout la notion de gauche et de droite se formalisa en structurant la vie parlementaire de la monarchie de juillet 1830 (sous le roi Louis-Philippe), sur un clivage **qui n'a vraiment rien à voir avec le mouvement ouvrier** : pour ou contre telle « famille » d'aristocrates, pour ou contre un nouvel impérialisme français.

La Gauche est donc le produit des luttes parlementaires. Or ces luttes ont été menées exclusivement par la bourgeoisie qui, à l'époque déjà, monopolisa les sièges de députés.

Il n'y aura aucun député sans culotte. En 1789, et aucun député ouvrier en 1830.

Rapidement ces députés bourgeois vont montrer le vrai visage de leur politique. Ils fondent des « clubs », embryons de partis politiques, dans lesquels la bourgeoisie dispose des postes de commandement. L'erreur des Sans Culottes, organisés au sein de la Commune de Paris, sera de pratiquer une politique de pression sur les députés Montagnards, la gauche radicale de l'époque menée par Robespierre, au lieu de s'organiser de manière indépendante. Ce parti choisira au final de réprimer les Sans Culottes et de liquider la Commune de Paris. La même erreur sera renouvelée en 1848. La gauche de l'époque choisit de frapper en juin 1848 les ouvriers ralliés à la perspective socialiste.

Au fil du XIXème siècle, la gauche tend à se radicaliser sous l'ef-

fet de la pression ouvrière. Après avoir représenté les financiers, commerçants et artisans, la gauche devient la porte parole des paysans pauvres et d'un prolétariat de plus en plus nombreux.

Dans la seconde partie du siècle, la gauche libérale cède la place à une gauche « radicale » puis une gauche « socialiste ». Des partis politiques, se référant au marxisme, gagnent une implantation militante et électorale dans les villes, là où la classe ouvrière lui offre une clientèle électorale. Le vocabulaire marxiste dont se dotent ces partis, cache la nature de classe de ces organisations. Il existe bien une base militante ouvrière. Mais le gros de ces partis, et principalement les cadres, sont constitués de bourgeois (médecins, notaires, journalistes et professeurs qui à l'époque appartiennent au milieu des petits notables).

La personnalité de Jean Jaurès est le symbole de cette évolution. Ce notable, issu du radicalisme républicain, finit par se rapprocher de la CGT syndicaliste-révolutionnaire afin de neutraliser un mouvement ouvrier un peu trop autonome à son goût.

Les partis de Gauche sont nés des luttes parlementaires au cœur des institutions du système capitaliste. Malgré leur discours marxiste, l'axe de leur intervention politique est orienté vers les mobilisations... électorales, vers la conquête de mairies et de sièges à l'assemblée nationale. Les

sensibilités révolutionnaires sont vite mises en minorité dans les partis socialistes. La lutte électorale apparaît comme la priorité stratégique. Elle s'intègre au vécu des notables de gauche et valorise leur capital culturel par rapport aux ouvriers. Les luttes institutionnelles protègent leur hégémonie et la renforce même. Pour certains prolétaires, les élections sont aussi le moyen d'assurer une ascension sociale en devenant des cadres politiques qui s'échappent de l'exploitation capitaliste. Le courant socialiste de Jules

Guesde est certainement le plus caricatural. Son discours marxiste, son projet révolutionnaire sans arrêt reporté à plus tard, servent de caution à une gestion quotidienne des municipalités républicaines et à des alliances électorales opportunistes.

Au moment où la gauche « socialiste » commence à prendre le dessus sur la gauche radicale et laïque, la première est victime d'une véritable institutionnalisation. Une lecture révisionniste du marxisme apparaît, ce qui donne naissance au réformisme.

## Réformisme contre Révolution

Le réformisme a comme stratégie le passage au Socialisme par étapes, dans un processus pacifique. Les réformistes entendent ainsi éviter un affrontement avec la bourgeoisie. Cette vision de la construction du Socialisme les amène à privilégier la conquête des institutions, celles-ci devant se mettre au service de réformes destinées à réduire le pouvoir de la bourgeoisie. Mais ce courant se divise rapidement entre ceux qui croient réellement à cette stratégie, et ceux qui utilisent le discours réformiste afin de s'accommoder du régime en place et des petits privilèges qu'offre la gestion des institutions.

Les réformistes demeurent des partisans, du moins déclarés, du Socialisme. Seule la stratégie les distingue des révolutionnaires pour qui la destruction de l'appareil d'Etat est une nécessité. Ces deux courants se retrouvent à agir côte à côte dans les luttes quotidiennes. Les réformistes, pour certains d'entre eux, sont également partisans de la construction d'organes prolétariens de contre-pouvoir : Syndicats, Bourses du Travail, Coopératives, associations d'entraide,...

Mais en période de montée des luttes sociales, le courant réformiste se divise à nouveau. Il y a ceux qui se rallient

aux révolutionnaires, emportés par l'élan de la combativité ouvrière. Il y a également ceux qui brisent les luttes qu'ils estiment dangereuses pour la construction du Socialisme par étapes. Ils choisissent donc une politique clairement contre-révolutionnaire qui les amène à se démarquer du courant révolutionnaire.

Ainsi en 1920, les réformistes choisissent de canaliser les grèves vers des négociations institutionnelles.

Mais c'est en 1936 que les désaccords entre révolutionnaires et réformistes apparaissent clairement. La victoire de ces derniers est rendue possible par le ralliement récent du PCF au réformisme.

## Le Parti Communiste : une expérience originale et dépassée

Depuis 1934,

le PCF, tente de justifier son alliance avec le parti socialiste (la SFIO) et le parti Radical en se présentant comme un « *parti de gauche* ». Le congrès de Tours de 1920 sert d'argument pour aller dans ce sens.

En effet, ce congrès voit une majorité de délégués voter la transformation de la SFIO en Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC puis PC).

Cependant, comme la plupart des PC, le PC français n'est pas le produit d'un ralliement des notables réformistes à la révolution.

La majorité des délégués utilisent leur ralliement provisoire à la Révolution russe comme un moyen de faire oublier leur attitude nationaliste pendant la Grande Guerre. Les bolcheviques russes, souvent exilés en France et en Europe occidentale au moment des faits, ne sont pas dupes. Ce nouveau Parti Communiste ne leur apparaît pas fiable. Ils ont mené la lutte contre la guerre impérialiste aux

côtés des syndicalistes révolutionnaires. Ce sont donc les représentants de la CGTU que Lénine reçoit à Moscou en 1922 afin de leur proposer de prendre le contrôle du PCF. C'est ce qui sera effectivement fait dès 1924. La grande masse des anciens adhérents de la SFIO quittent le parti et sont remplacés par les militants des Comités Syndicalistes Révolutionnaires. En 1924, le secrétaire général du parti, Pierre Sémard, est issu du Comité Central des CSR comme les 6 autres membres du Bureau Politique et 80% des élus du Comité Central.

Le PCF ne s'est donc pas constitué dans une période de montée des luttes ouvrières. Au contraire, il a été utilisé par des syndicalistes révolutionnaires comme un lieu de refuge dans la situation de recul généralisé et international de la lutte des classes. Il n'y a donc pas eu de « bolchevisation » de la SFIO. Ce sont au contraire les militants syndicalistes qui créent leur propre parti, selon le modèle travailliste.

## La crise du PS

Le parti socialiste français est un des derniers partis contraint de maintenir une référence au « Socialisme » tout en défendant un programme clairement capitaliste.

Cette référence lui a été imposée par

la nature profondément syndicaliste du PCF et par l'hégémonie de la CGT au sein du mouvement ouvrier français. Plus que tout autre en Europe ce mouvement ouvrier tient à son autonomie,

Ce parti, profondément ouvriériste et hostile à la SFIO, servira aux militants ouvriers comme un lieu d'ascension sociale. Le « stalinisme » occidental sera donc une greffe technocratique sur la sociabilité ouvrière du syndicalisme révolutionnaire. Les anciens du CSR se retrouvent permanents politiques, maires, députés-sénateurs et même ministres à la Libération.

Mais, au fil des générations, le parti est aspiré par la gestion des institutions républicaines. Le PCF perd progressivement son recrutement prolétarien et oublie sa perspective socialiste. Avec la chute du bloc soviétique, le bolchévisme n'a plus grand chose à apporter aux syndicalistes. Ceux-ci se détachent du PCF alors que ce dernier tente de maintenir ses élus grâce à des alliances de plus en plus opportunistes avec le PS. En perdant son recrutement syndicaliste, le PCF perd sa raison d'être... mais contribue à maintenir le mythe d'une « gauche » au service de la classe ouvrière.

une autonomie qui s'explique par le souvenir des basses manœuvres et de la violence de la « bourgeoisie progressiste ». Le PS ne peut donc capter l'électorat ouvrier qu'en se revendiquant d'une identité anti-capitaliste.

C'est toute la contradiction du PS dans sa crise interne visible chaque jour. Dès **1914**, le PS se rallie ouvertement à la gestion nationale du capitalisme. Mais après chaque expérience gouvernementale, le PS, discrédité, est obligé de se régénérer en adoptant un discours socialiste. Léon Blum, membre du gouvernement pendant la boucherie de 1914-18, maintient après guerre la « dictature du prolétariat » dans le programme du parti. Guy Mollet s'empare de la SFIO

en 1948 avec la même orthodoxie doctrinale. Mitterrand fera de même au congrès de rénovation du PS à Epinay en 1971 : « *violente ou pacifique, la révolution, c'est d'abord une rupture. Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi..., avec la société capitaliste, celui là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du PS* ». Depuis, chaque congrès du PS est l'occasion de faire de la surenchère démagogique.

Des secteurs du PS pensent que le temps est venu d'abandonner cette panoplie ringarde, en pariant sur la disparition du PC et la discipline de vote à gauche du NPA et du Parti de Gauche. Les plus observateurs se cramponnent au discours traditionnel en constatant le rôle de la CGT dans l'organisation de la résistance ouvrière en France. Tant que le syndicalisme de classe n'est pas encadré, le PS est menacé à nouveau de se couper de son électorat prolétarien.

## Le mythe de l'émancipation par la prise de l'Etat

Le mythe actuel que véhiculent les partis de gauche laisse entendre que les travailleurs pourraient confier à un parti leur émancipation. La méthode privilégiée et la plus confortable demeure les élections. La création de lois sociales permettrait de défendre les intérêts des travailleurs et de réduire ceux des capitalistes. Voyons de plus près !

**1936-1939** L'expérience du Front Populaire est devenue un mythe. Les travailleurs ont élu des députés de gauche pour faire appliquer leurs revendications. Quel a été la politique du gouvernement de gauche ?

**En juin 1936**, les travailleurs construisent la grève générale et imposent un accord au patronat, entre autre sur les Délégués du Personnel et les congés payés. Les partis de gauche ont tout fait pour que la grève générale ne débouche pas sur la révolution.

**A l'été 1937**, des grèves éclatent partout en France... pour faire appliquer la loi sur les congés payés pourtant gagnée quelques mois auparavant par les travailleurs puis validée par le gouvernement du Front Populaire. La réaction de la SFIO au pouvoir à cette période montre bien son rôle : le ministre de l'intérieur, le social-démocrate Salengro jure de mettre un terme « *par tous les moyens appropriés* » à ces grèves. C'est ainsi qu'il ordonne l'envoi de la gendarmerie contre les grévistes qui luttent pour l'application... de la loi.

**En 1938**, c'est l'échec de la grève générale qui met un terme à toutes les avancées sociales de 1936. Deux ans plus tôt les travailleurs pensaient que l'Etat allait les aider à mettre en place une législation sociale. Deux ans plus tard c'est le gouvernement du Front Populaire qui s'attaque aux lois sur les

40h et sur les congés payés. Les travailleurs engagent la lutte contre ceux à qui ils ont confié le pouvoir !

Les travailleurs ne tirent malheureusement pas assez les leçons de ces expériences de leurs propres luttes. C'est le rôle d'un courant syndical révolutionnaire de les y aider. Car il apparaît plus facile de construire le Socialisme par une succession de réformes .... venant d'en haut. Il est plus facile de consommer que de produire ! Mais cela veut dire aussi s'enfermer dans sa situation de « citoyen » c'est-à-dire d'administré sans pouvoir de décision si ce n'est voter tous les 5 ans pour un bourgeois « de droite » ou un bourgeois « de gauche ».

**En 1945**, à la libération de la France, malgré l'adoption du programme du Conseil National de la Résistance, des grèves éclatent et sont durement réprimées (nombreux blessés et morts parmi les grévistes) par l'Etat pour encore une fois l'application des lois. **En 1947** le PC doit quitter le gouvernement sous la pression du mécontentement ouvrier. La SFIO va s'y maintenir et subir un discrédit total.

**En 1981**, alors que l'Union de la Gauche est au pouvoir, là encore les travailleurs seront priés de ne pas lutter et d'attendre que l'Etat veuille bien gérer leur bonheur à leur place. Les nationalisations, indemnisées gracieusement, donnent au peuple une « propriété théorique » des entreprises et services publics. Théorique et non pas réelle car les travailleurs ne gèreront rien. C'est la technocratie et les cadres politiques de la gauche qui occupent les postes décisionnels.

**Ces expériences n'ont pas ouvert la voie au Socialisme.** Elles ont simplement donné plus de puissance à l'Etat capitaliste, renouvelé le personnel politique en intégrant des parvenus. De nombreux responsables syndicaux ont été intégrés aux institutions, tout comme les activités syndicales qui autrefois étaient autonome de la bourgeoisie : sport ouvrier, activités culturelles, coopératives,... Ces lieux de vie fraternelle, de contre-pouvoir ont été détruits... par la politique d'intégration aux institutions.

Quand les gouvernements suivants se sont attaqués aux acquis sociaux ils se sont appuyés sur la « puissance publique » et sur le mythe d'un Etat Social véhiculé par la gauche.

Depuis des siècles, les classes populaires s'étaient régulièrement révoltées contre le pouvoir d'Etat. Les partis de « gauche » ont réussi à donner à cet Etat plus de légitimité que l'Eglise n'avait réussi à le faire sous la monarchie. Le basculement des réformistes vers la gestion du capitalisme ne s'explique pas seulement par la trahison, la corruption individuelle et l'embourgeoisement collectif. Leur modèle politique est entré en crise. Les Fronts Populaires en France et en Espagne ont montré toutes les limites de la stratégie réformiste. Face à une bourgeoisie qui n'accepte pas de disparaître, il faut bien assumer à un moment un affrontement violent ou alors renoncer. Le Front Populaire en France a reculé dès 1937 et n'a pas appliqué son programme réformiste. Son homologue espagnol n'a pas assez reculé et a dû subir le choc d'un coup d'Etat et d'une guerre civile improvisée car ne rentrant pas dans le schéma des partis de gauche.

Mais la vraie crise du réformisme intervient en **1973** avec le coup d'Etat de Pinochet au Chili qui marque la fin du mythe « *d'une voie pacifique vers le Socialisme* ». Le président Allende et son Parti Socialiste étaient de vrais réformistes. Ils croyaient pouvoir abattre le capitalisme par une succession de réformes mises en œuvre par l'Etat et appuyées par le peuple. Malgré l'opposition active de l'armée, le gouvernement a refusé de donner des armes au peuple. Cette expérience réformiste, a fini dans le palais présidentiel... bombardé par l'armée de l'Etat bourgeois. En choisissant de mourir les armes à la main, Allende a voulu témoigner de l'échec de sa stratégie réformiste et transmettre aux travailleurs un message : **le Socialisme ne pourra se construire qu'en détruisant l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.**

# L'organisation révolutionnaire



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

- 1) les fiches CSR sur « les outils révolutionnaires », le « front unique », « les courants syndicaux »
- 2) les brochures CSR sur les « courants syndicaux », « histoire des CSR espagnols », et « des CSR au PCF ».

## 1° L'actualité de la révolution

CSR



Depuis en gros le début du 20<sup>ème</sup> siècle nous vivons dans une époque de

l'actualité de la révolution. Cela veut dire que la révolution est possible au moment où nous vivons. Si on pense le contraire, alors il n'y a aucun intérêt à construire une organisation révolutionnaire. On ne construirait qu'une secte.

Penser notre époque comme celle de l'actualité de la révolution implique la nécessité d'une organisation révolutionnaire. Car sans outil on ne construit rien !

## 2° La révolution est internationale

Chacun peut constater que l'actualité de la révolution n'est pas une réalité de tous les jours et à chaque endroit de la planète. Mais l'histoire des luttes de classes a démontré que plusieurs fois dans chaque zone du monde la révolution a été possible. Donc, l'actualité de la révolution est une réalité internationale. La révolution est possible, à notre époque, non pas partout et tout le temps au même moment, mais possible suffisamment de fois et dans des zones différentes du monde pour qu'elle se généralise.

Par conséquent, une organisation

révolutionnaire ne peut exister et agir qu'au niveau international. Une organisation révolutionnaire ne peut se contenter d'attendre et d'agir pour la révolution dans un seul pays. Si la révolution se présente dans une autre région du monde d'où l'on milite, alors c'est notre affaire aussi, pas seulement par esprit de solidarité, mais comme action concrète pour développer la révolution mondiale. Car le capitalisme et l'Etat existent sur toute la planète.

L'organisation révolutionnaire doit donc être organisée à cette échelle mondiale et agir à ce ni-

veau. L'action concrète et réelle au niveau mondial n'est possible qu'avec un syndicalisme organisé par syndicats d'industrie et par branches d'industrie. Sinon on passe son temps à faire des discours sur la révolution mondiale, mais sans agir vraiment pour elle. L'organisation révolutionnaire agit donc pour que se construise un syndicalisme de fédérations d'industries au niveau mondial : c'est sur ce terrain prioritaire que doivent s'organiser les travailleurs pour espérer agir pour la révolution mondiale.

## 3° Les différentes consciences de classe du prolétariat.

Le prolétariat est traversé par de nombreuses divisions. La principale action de la bourgeoisie dans la lutte des classes consiste d'ailleurs à entretenir et à augmenter ces divisions. La conscience de classe du prolétariat n'est donc pas homogène : il y a plusieurs niveaux de conscience de classe, et qui changent constamment.

La lutte pour la révolution est un effort des travailleurs pour dépasser leurs propres divisions en tentant de former une conscience de classe plus homogène.

Les consciences de classe du pro-

létariat se forment par l'activité dans les diverses organisations permanentes du prolétariat : les syndicats, coopératives, mutuelles, organisations d'entraide, de loisirs, ... regroupant des travailleurs. Sans ces organisations permanentes ne regroupant que des travailleurs, les prolétaires ne peuvent espérer faire la révolution, ni construire la société communiste : il ne pourraient se forger une conscience de classe de plus en plus forte et élevée.

Ces constats ont une grande importance. Nous avons alors abouti

aux conclusions suivantes :

- notre époque est celle de l'actualité internationale de la révolution ;
- le prolétariat est divisé : il y a en permanence différents niveaux de conscience de classe ;
- le prolétariat nécessite des organisations permanentes, lieux de construction de sa conscience de classe plus homogène, plus unie, plus rassembleuse de tous les travailleurs : sans ces organisations les travailleurs ne sont qu'un ensemble d'individus soumis et dominés.

## 4° La nécessité de l'organisation révolutionnaire



Mais, même organisé en confédération, avec des UL et des syndicats d'industrie,... le syndicalisme est une organisation de front unique (voir la fiche sur ce thème), regroupant divers courants de classe au sein du prolétariat (courants réformistes, révolutionnaires,...). Par exemple cela recouvrirait aujourd'hui dans une même confédération la CGT, une partie de FO, Solidaires, la FSU, la CNT. En effet, le but des syndicalistes révolutionnaires (SR) n'est pas de construire une confédération SR en tant que telle. Sinon chaque courant syndical construit son organisation, plus radicale que celle du voisin par son idéologie et son discours pour justifier sa propre existence. Cette option, qui est celle de l'anarcho-syndicalisme par exemple, aboutit à rendre bien plus difficile possibilité à la révolution, en divisant les travailleurs. Cette nécessité d'une confédération de classe qui est le front unique a pour conséquence que l'orientation de la confédération (ainsi que de ses syndicats, ses fédérations, ses UL,...) a de grandes chances de ne pas être révolutionnaire. Penser le contraire c'est alors penser que tout le prolétariat a le même niveau de conscience de classe, ce qui est im-

possible comme nous l'avons vu.

Pour les SR, il est donc nécessaire de construire une organisation révolutionnaire (OR). Elle doit regrouper des militants syndicalistes qui ont une même orientation révolutionnaire : construire les outils de la révolution (voir la fiche sur les outils révolutionnaires).

### A quoi l'organisation révolutionnaire sert-elle ?

Elle joue le rôle de direction révolutionnaire du prolétariat afin que celui-ci, organisé dans ses organisations de classe, (syndicats et fédérations d'industrie, unions locales, confédération, organismes de contrôle ouvrier et de gestion ouvrière comme les coopératives, organismes de culture ouvrière,...), soit gagné à la perspective de la révolution et de la construction du communisme. Cela veut tout simplement dire : l'OR propose et défend une orientation révolutionnaire au sein du prolétariat donc au sein des organisations qu'il a créées.

### Quelle est cette action de direction ?

D'abord celle de la propagande et de la réflexion collective : la défense du programme et de la stratégie de la révolution. Elle suppose bien entendu que les militants de l'OR soient formés et se forment en permanence, et forment autour d'eux des militants syndicalistes. Cette action de propagande, de formation, passe par différents moyens, mais d'abord et surtout par la mise en commun, par les réflexions et les synthèses collectives des militants de l'OR. Ce sont alors ces synthèses et ces réflexions qui seront mises à disposition du prolétariat syndiqué, parce que les militants de l'OR sont actifs dans leurs organisations de classes syndicales, et elles nourriront alors les réflexions de ces dernières. La stratégie de la révolution doit se débattre à l'intérieur des organisations de classe du prolétariat (syndicats, UL, ...) et non pas à l'extérieur de ces organisations. C'est une des différences fondamentales entre le SR et l'extrême-gauche.

Ensuite celle de l'exemple et de l'action pratique : la construction des organisations de l'autonomie ouvrière (syndicats, UL, coopératives, entraide,...), l'animation des luttes et de leurs coordinations à tous les niveaux (du local à l'international).

Ainsi, la direction de l'OR est une direction basée sur la conviction : démontrer que l'on peut ici et maintenant construire nos outils pour la révolution.

### Quelle est la forme de l'organisation révolutionnaire ?

L'OR n'est pas un parti où toutes les classes sociales pourraient militer. L'OR ne regroupe que des militants syndicalistes, elle est une partie du prolétariat organisé. Donc, l'OR est un courant syndical (voir la fiche sur les courants syndicaux) : pour jouer son rôle de direction, de formation, de mise en commun des expériences, dans le sens du projet révolutionnaire, l'OR s'organise sous forme d'un courant syndical.

# La grève générale



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

- la fiche CSR « organisation révolutionnaire »
- les brochures du CSR sur « la grève générale », « Asturies 1934 » et « Le mouvement ouvrier en Bolivie »

**Commençons d'abord par une question de vocabulaire, pas si anodine que cela. Dans la tradition du mouvement ouvrier en France, la grève générale veut dire la révolution.**

Il faut donc faire une différence entre :

- une multitude de grèves locales au même moment qui s'orientent vers l'affrontement avec l'Etat capitaliste et les propriétaires des moyens de production, de distribution, de transport, de communication, etc. : c'est la grève générale ;
- et une grève qui se généralise, qui est massive mais dont les objectifs et les résultats ne vont pas jusqu'à cet affrontement avec le capitalisme.

Il faut bien faire la différence entre les deux pour ne pas se payer de mots, ce que les organisations d'extrême gauche font souvent.



## QUELS OBJECTIFS

Si des grèves locales ou de branches se renforcent et s'élargissent, on ne peut savoir tout de suite si elles se transforment en grève générale. C'est le caractère de ces grèves, leur capacité à se coordonner qui leur donneront la force d'être une grève générale. Cela dépendra aussi des forces militantes organisées, et donc de l'existence ou pas d'une organisation révolutionnaire (voir fiche n°6).

L'histoire est riche de grèves que l'on peut dire être des grèves générales (ou qui vont dans ce sens) mais aussi de grèves massives qui ne le sont pas. La grève générale c'est donc pour le syndicalisme révolutionnaire (SR) la lutte du prolétariat qui s'affronte au pouvoir de la bourgeoisie, dans les lieux de travail et aussi contre l'Etat bourgeois. Le but de la grève générale est :

- de conquérir le pouvoir sur les lieux de travail (les travailleurs doivent contrôler et décider de l'utilisation des moyens de production, de transport, de communication, les services,...) ;
- de briser l'Etat bourgeois en détruisant ses appareils ;
- de mettre en place un autre pouvoir qui remplace celui de la bourgeoisie, pour gérer la société.

Voilà les objectifs des syndicalistes révolutionnaires dans la grève générale.



ces organismes qui contestent le pouvoir bourgeois, décident eux-mêmes des activités à maintenir : santé, nettoyage, distribution et transports,... Car la vie doit continuer après plusieurs jours de grève ! Ce qui est important c'est que ce ne sont pas les patrons ni l'Etat qui décident de ce qui doit continuer à fonctionner.

## GERER LA GREVE

Pour qu'il y ait grève générale, il faut qu'apparaissent des organismes prolétariens contestant réellement le pouvoir de l'Etat bourgeois et celui des patrons. Un autre pouvoir, celui des travailleurs se construit et va s'affronter au pouvoir de la bourgeoisie. Ces organismes doivent représenter le maximum de travailleurs en lutte.

Que sont ces organismes ? Ce sont des organisations de front unique (voir la fiche n°4), rassemblant massivement les travailleurs en lutte, et qui se coordonnent, par localité, par branche, et jusqu'au niveau national. C'est le seul moyen de construire un autre pouvoir face à celui de la bourgeoisie. Ces organismes contestent le pouvoir capitaliste, dans les lieux de travail comme dans les localités, afin de remplacer les appareils de l'Etat et des patrons. D'ailleurs quand une grève générale se construit, plusieurs corporations ne sont pas en grève ! Très rapidement,

## POUR LES SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES (SR),

Ces organismes doivent être les syndicats. **Il faut donc que le syndicalisme soit organisé dans les meilleures conditions pour la grève générale.**

Et pour les syndicalistes révolutionnaires (SR), ces conditions sont celles qu'il défend dans sa stratégie : construire les outils révolutionnaires que sont les unions locales, les syndicats de branche et leurs fédérations, la confédération, les mutuelles, les coopératives, les associations d'entraide, de culture et de loisirs,... Autant d'organisations de classe pour préparer les travailleurs :

- à se coordonner, à centraliser leurs efforts, à échanger et à débattre ;
- à gérer la société

Les travailleurs ne vont pas acquérir spontanément cette habitude de lutte, de réflexion, de débat, d'organisation, de gestion, d'initiatives sans lesquelles on ne peut pas gérer une société humaine. Car tout dans la vie du travailleur rend cela très difficile et très compliqué : travail abrutissant et fatigant, rôle de la hiérarchie au boulot, division du travail empêchant l'initiative, etc.

Pour contrer cette réalité, les travailleurs doivent s'organiser au quotidien : le syndicalisme. C'est leur seul moyen de s'affranchir de l'esclavage salarié. Pas d'un coup de baguette magique, non, chaque jour. Il vaut mieux alors prendre soin à la manière dont fonctionne le syndicalisme : d'où les enjeux de ses formes d'organisation et de militantisme (syndicalisme d'entreprise ou de branche ? syndicalisme corporatiste ou interprofessionnel ? syndicalisme qui délègue la vie du travailleur à l'Etat ou qui organise ses loisirs, son entraide, ... ?). Car du choix de ces formes d'organisation et de militantisme va découler une certaine conscience de classe ou pas, va découler une certaine préparation à la grève générale ou pas.

C'est pourquoi ces organismes qui seront ceux qui organiseront la grève générale pour la révolution seront ceux qu'auront forgé les travailleurs toutes les années et décennies avant cette grève : ceux du syndicalisme de classe.

Certes tous les travailleurs ne sont pas syndiqués, et ces organismes peuvent être plus larges que les syndicats et regrouper tous les travailleurs, syndiqués ou non. Mais leur fonction est de représenter le pouvoir des travailleurs. Pouvoir organisé le mieux possible, ces organismes doivent représenter les travailleurs comme classe. Pour cela les liens entre ces organismes (dans une même localité, liens entre localités d'un même bassin d'emploi, ...

et jusqu'au niveau national) doivent être les plus complets et larges possibles pour éviter l'enfermement dans son propre lieu de travail et dans sa propre localité. Et pour cela le seul schéma cohérent qui existe est celui du syndicalisme interprofessionnel (UL, UD) et de syndicats d'industrie (avec les fédérations), regroupés dans une confédération : le syndicalisme de classe. L'avantage de ce syndicalisme c'est qu'il fonctionne ainsi avant la grève générale, pendant de nombreuses années. Si donc ces organismes de pouvoir des travailleurs pendant la grève générale dépassent parfois le syndicalisme parce que regroupant plus de travailleurs que lui, le syndicalisme de classe (interprofessionnel et par industrie) doit les influencer pour que ces organismes se coordonnent comme lui. Ce sera le rôle du courant syndical SR.

### **Alors quel rôle jouera l'organisation révolutionnaire (voir la fiche n°6) dans la grève générale ?**

Comme l'organisation révolutionnaire est un courant syndical regroupant des militants syndicalistes, son rôle est simple.

### **Avant la grève générale,**

Il est de contribuer à ce que le syndicalisme de classe se renforce : unions locales, syndicats de branche, associations d'entraide, de culture et de loisirs, des coopératives et des mutuelles, ...

### **Pendant la grève générale,**

L'organisation révolutionnaire devra mettre toutes ses forces pour que le syndicalisme s'oriente vers l'affrontement contre le pouvoir bourgeois et l'Etat capitaliste. Dans cette période, tout peut aller très vite, le syndicalisme devra rapidement se transformer en organismes contestant ce pouvoir

capitaliste : au plan local comme au plan national. Il s'agira d'organiser le maximum de travailleurs dans les syndicats et les UL pour que la grève soit puissante et irrésistible. Mais il s'agira aussi de centraliser toutes ces forces en les coordonnant : fédérations et confédération, regroupement par régions ou bassins d'emploi et de vie, ... Car en face du pouvoir capitaliste il faut mettre en place un autre pouvoir, celui des travailleurs dans leurs organisations de classe gagnées au projet révolutionnaire.

L'organisation révolutionnaire sera aussi très vigilante pour que ne se construise pas, au sein même du mouvement de grève générale, un pouvoir de l'encadrement sur les travailleurs. Un des objectifs de la grève générale, préparé justement par le syndicalisme de classe, est de briser ce pouvoir des cadres salariés sur les travailleurs de la base (l'immense majorité), pouvoir qui naît de leurs fonctions dans les entreprises et les lieux de travail. Il s'agit là d'un combat quotidien à l'intérieur du syndicalisme, et qui prend une place de première importance pendant la grève générale. Car se joue alors la question du pouvoir dans la société. Il s'agit d'empêcher l'encadrement de freiner le mouvement vers la grève générale. Mais il s'agit aussi de l'empêcher de prendre le pouvoir lui-même au sein de la grève générale elle-même. Les deux situations peuvent se présenter. Dans la première les travailleurs gaspilleraient leurs chances de briser le pouvoir capitaliste. Dans la seconde, s'étant débarrassés des capitalistes, ils retrouveraient de nouveaux maîtres : c'est ce qui s'est passé dans les révolutions en Russie, en Chine, à Cuba, etc.

Bien entendu, pendant ces deux périodes, l'organisation révolutionnaire devra se renforcer.

# Les courants syndicaux



Pour approfondir le sujet, reporte toi aux ouvrages suivants, du + simple au + compliqué :

- La page 2 de la revue *Syndicaliste !* explique les origines historiques du CSR, et expose ses objectifs.
- Brochure du CSR sur l'histoire des CSR

**Les Comités Syndicalistes Révolutionnaires (CSR) forment ensemble un courant syndical. Il ne s'agit pas simplement d'une sensibilité, mais bien d'un regroupement de militants syndicalistes qui publient une revue, des brochures, des tracts, etc., qui débattent ensemble, qui font des bilans, qui sont donc organisés.**



La CGT a été à un moment, comme la CGTU, riche de l'existence de plusieurs courants syndicaux. Il y avait celui du syndicalisme-révolutionnaire dans la CGT d'avant la première guerre mondiale (qui créa la revue *La Vie Ouvrière*). Mais il y avait aussi des courants réformistes qui publiaient leur propre revues : citons *La Revue Syndicaliste* d'Albert Thomas, futur ministre pendant la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale, mais aussi *L'Action Ouvrière* des réformistes Keufer (fédération du livre), Guérard (des cheminots) et Coupât (des mécaniciens).

Dans la CGTU, pendant ses premières années, au moins trois courants ont existé : les syndicalistes-révolutionnaires, les libertaires et les communistes. Chacun d'entre eux avaient ses propres publications.

Entre les deux guerres mondiales, la sensibilité syndicaliste-révolutionnaire n'a pas cessé d'exister, mais pas toujours sous la forme d'un courant syndical organisé. Ce qui lui a été dommageable, et c'est une leçon que nous avons tiré de notre histoire. La même chose s'est passé en Espagne : la disparition des CSR espagnols comme courant syndical organisé a contribué à la fragilisation du syndicalisme face aux politiciens en 1936, qu'ils soient anarchistes, socialistes ou communistes.

**Pour nous, les syndicalistes-révolutionnaires doivent s'organiser en courant syndical.**

Un courant syndical est donc un regroupement de militants syndicalistes pour mettre en commun les réflexions sur le mouvement syndical (ses tactiques, ses stratégies, ses programmes, ...). Un courant syndical permet alors de tirer des leçons, de débattre en n'étant pas enfermé dans son syndicat ou son union locale.

Les courants syndicaux font vivre aussi la démocratie syndicale, la vitalité et l'indépendance du syndicalisme. Car sinon, en l'absence de réels débats de fond sur les stratégies à adopter, celles-ci ne s'élaborent plus dans le syndicalisme mais à l'extérieur : dans les partis ou des regroupements réunissant

des dirigeants bureaucratisés des syndicats avec des parlementaires,...

Un courant syndical est donc tout autre chose qu'un déguisement pour des partis à l'intérieur du syndicalisme.

**Comment doivent exister les courants syndicaux dans les confédérations syndicales ?**

Le courant syndical n'a pas pour fonction à présenter des motions ou des textes dans les différents congrès (syndicats, UL, fédérations, UD, confédération). Ce sont les syndicats qui doivent garder la totalité du pouvoir de le faire. Un courant syndical n'a donc pas pour vocation d'être représenté dans les instances élues par un certain nombre de représentants. Dans un syndicat, une UL, ..., les syndiqués élus sont porteurs d'un mandat défini en congrès ou assemblées générales, ... C'est ce mandat qu'ils doivent appliquer au mieux. Qu'ils soient membre ou pas d'un courant syndical n'a aucune importance. Le mandaté est jugé sur le respect de son mandat pas sur son appartenance à un courant syndical.

Le contre modèle à cette tradition syndicaliste est le fonctionnement de l'ex-FEN (fédération de l'Education Nationale) et de l'actuelle FSU (Fédération Syndicale Unitaire). Dans ces organisations, les courants syndicaux (appelées tendances syndicales) sont avant tout des organismes qui représentent des courants et des partis politiques. Ces sont les courants syndicaux qui présentent les textes aux di-

vers congrès, et qui se répartissent ensuite les places dans les comités élus. Ce fonctionnement n'a rien de syndicaliste : c'est une reproduction du modèle parlementaire des partis.

Pour le CSR, un courant syndical ne doit regrouper que des militants syndicalistes. Ne doivent pas en faire partie des syndicats en tant que tels, ou des UL, ... La raison est simple : la conscience de classe du prolétariat n'est pas homogène, il n'y a donc pas que des révolutionnaires dans les syndicats (voire la fiche sur l'organisation révolutionnaire). Il serait alors contre productif de faire adhérer à un courant syndical un syndicat qui s'y reconnaîtrait en majorité. Ce serait faire jouer aux syndicats, aux UL, ... le rôle d'un courant syndical. Ce n'est pas leur rôle. Les courants syndicaux s'expriment, diffusent leurs publications et débats parmi les adhérents. C'est à eux de s'en inspirer pour décider de l'orientation de leur propre syndicat, de leur UL, de leur fédération, de leur confédération.



**Pierre Monatte**  
1881 - 1960

**Cofondateur du courant syndicaliste-révolutionnaire et de son organe d'expression dans la CGT : « La vie ouvrière ».**  
**Cofondateur des CSR en 1919**

# Les outils révolutionnaires

Les CSR ne développent pas une vision idéaliste du processus révolutionnaire. Le combat idéologique et culturel n'est pas à négliger mais ce sont les conditions matérielles qui permettent l'avancée du processus révolutionnaire. Il faut donc s'intéresser aux outils nécessaires pour mener l'activité révolutionnaire, aux formes d'organisation concrètes des travailleurs.



Le SR de démarque de deux visions idéalistes (non matérialistes) de la transformation sociale :

## ► Nous ne partageons pas la conception institutionnelle du courant réformiste.

Nous estimons qu'il est utile de construire des organes de pouvoir dirigés par les travailleurs, des organes autonomes du capitalisme. C'est pourquoi nous n'estimons pas possible une rupture avec le capitalisme qui s'appuierait sur ses institutions : gouvernement légal, assemblées parlementaires, municipalités républicaines, ... Ces institutions sont des organes de collaboration de classe visant à faire prévaloir « l'intérêt général » et l'application de la législation bourgeoise cadrée par la Constitution. Utiliser ces institutions, en essayant de leur donner, a pour conséquence de leur donner une légitimité. Mais elle amène aussi les élus à se substituer aux travailleurs par le simple fait de reproduire la délégation de pouvoir.

## ► Nous ne partageons pas davantage la vision apocalyptique et religieuse de la Révolution, dominante dans l'extrême gauche.

Pour nous la Révolution ne se présentera pas sous la forme d'une insurrection spontanée du prolétariat, en encore moins sous la forme de l'action d'un clergé militant et élitiste. Nous ne fantasmons donc ni sur les assemblées générales, ni sur les coordinations et autres comités. Ce type d'organisation offre un cadre instable mais surtout localiste et corporatiste. Dans ces structures, la réflexion et

l'action s'enferme dans des démarches isolées, le plus souvent justifiées par des discours philosophiques abstraits.

**De tels schémas sont voués à l'échec, ce qui a été constamment démontré par les expériences passées.**

## FORGER SES OUTILS AVANT LA RÉVOLUTION

La Révolution c'est la prise du pouvoir par les organisations de classe, leurs organisations de masse et de classe, c'est à dire les syndicats confédérés. Ce qui veut donc dire que la prise du pouvoir ne peut intervenir que lorsque ces organisations sont suffisamment structurées, expérimentées, numériquement puissantes et composées de nombreux militants formés.

Ce n'est que par l'action quotidienne, dans la période qui précède la révolution, que l'organisation syndicale doit se renforcer. Il n'y a donc pas de contradiction entre les luttes permanentes actuelle et la perspective révolutionnaire. En agissant au quotidien, en renforçant leur formation et le contrôle ouvrier, les travailleurs se préparent à la prise du pouvoir et donc à la gestion socialiste.

Nous reprenons la **vision révolutionnaire de la Charte d'Amiens**, c'est à dire l'action confédérale. La lutte sociale doit être structurée dans un cadre confédéral, associant les Fédérations d'industrie et les structures interprofessionnelles (UL et UD), c'est à dire **en marchant sur deux jambes**.

Le Socialisme se construira sur cette dynamique, sous la forme d'une confédéralisation de la gestion des industries et des services.

Appeler cette organisation socialiste « *Etat* » n'amène aucune avancée ou

recul politique. Dissserter sur des mois c'est s'éloigner de la démarche matérialiste. Le véritable enjeu est de savoir qui gère la société et donc à travers quels outils.

**Pour qu'ils soient efficaces, ces outils doivent être forgés avant la prise du pouvoir par le prolétariat.**

Sans ces outils, cette prise du pouvoir sera accidentelle comme en Russie en 1917 ou en Catalogne en 1936. Le prolétariat sera ensuite dépossédé de son pouvoir qui basculera vers des formes de gestion minoritaires et donc néo-capitalistes. Cette dépossession se fera volontairement par reproduction des schémas de domination culturelle ou/et par la répression.

## UNE SEULE CONFÉDÉRATION

La Confédération doit être organisée de façon la plus cohérente possible. Si l'existence de plusieurs confédérations est un frein à la lutte sociale dans la durée, en période pré-révolutionnaire cela devient un obstacle fondamental. Car, pendant cette phase d'accélération des luttes, l'organisation syndicale renforce sa nature de contre pouvoir et se transforme en organe de gestion dans bien des domaines (de production, de répartition, de sécurité, ...). Cette gestion est déterminante pour faire avancer la Révolution mais aussi pour construire l'embryon de Socialisme et lui donner une légitimité.

Si cette gestion repose sur plusieurs confédérations, cela va fragiliser le processus révolutionnaire.

Après la prise du pouvoir le maintien de plusieurs confédérations devient insurmontable et va produire une désorganisation du Socialisme et provoquer de graves dysfonctionnements. Ainsi, comment gérer l'industrie alimentaire avec plusieurs Fédérations syndicales gestionnaires dans cette industrie?

La lutte révolutionnaire doit donc passer par la disparition des confédérations de collaboration de classe et la fusion des confédérations de classe. Plus vite cette fusion interviendra et plus la dynamique révolutionnaire sera forte.

La mobilisation permanente doit aussi être l'occasion d'engager la syndicalisation générale des travailleurs afin que chacun d'entre eux participe à la gestion de la lutte et des activités de production.

## **STRUCTURER LA CONFEDERATION POUR AIGUISER NOS OUTILS**

Cette confédération doit être structurée au plus tôt pour répondre à cette perspective socialiste :

Elle est structurées efficacement au niveau professionnel (Fédérations nationales) et interprofessionnelles (UL et Confédération) afin de ne laisser aucun secteur d'activité isolé.

### **SYNDICATS D'INDUSTRIE (fiche n°2)**

1) L'action professionnelle doit passer par la création de **Syndicats d'industrie**, organisant localement tous les travailleurs d'une même branche dans un même Syndicat. **C'est la seule façon de sortir de la logique du Capitalisme d'entreprise capitaliste pour passer à celle du Socialisme d'industrie.**

### **STRUCTURES INTERPRO (fiche n°1)**

2) L'action des **organisations interprofessionnelles** a pour vocation de planifier localement et nationalement la définition des besoins et leur répartition. La réalisation et la production de ces besoins étant transmises aux structures professionnelles (Syndicats et Fédérations d'industrie).

Les organisations interpro sont également là pour empêcher toute dérive corporatiste dans les « industries » et forger une culture et un pouvoir de classe.

### **TENDANCE REVOLUTIONNAIRE (fiche n°8)**

Un tel niveau d'organisation ne peut être obtenu uniquement par l'action spontanée des travailleurs organisés dans leur Syndicat. L'assemblée générale des syndiqués n'est pas le lieu où peuvent être élaborés des schémas stratégiques complexes. Pour atteindre ce niveau de confédéralisation il est indispensable d'entreprendre un travail d'éducation et d'élabo-

ration stratégique. Cette tâche ne peut être menée que par une structure minoritaire, ne regroupant que les militants qui partagent déjà cette conception cohérente de l'action révolutionnaire.

Cette organisation militante doit donc apparaître sous la forme de Tendance, comme structure de réflexion collective : **le courant syndical.**

Une Tendance n'est pas une fraction, et ce pour plusieurs raisons :

- Elle ne se construit pas de l'extérieur du prolétariat et du mouvement syndical. Au contraire elle ne regroupe que des militants syndicalistes. Elle intervient et se constitue directement dans son milieu naturel, le mouvement syndical.

- C'est une organisation publique. A ce titre son objectif n'est pas d'intervenir discrètement pour faire élire ses membres à des fonctions de responsabilité dans les syndicats. Elle produit des analyses, les rend publiques et les propose aux votes des syndicats. Mais ce sont les AG de syndicats qui demeurent souverains pour définir leur orientation et leurs actions.

La Tendance révolutionnaire est un outil indispensable pour compléter l'action de la Confédération. En période révolutionnaire, la tendance connaîtra un processus de dissolution. Plus la Confédération se renforcera politiquement d'un point de vue

révolutionnaire et moins la Tendance sera utile. Mais elle conservera provisoirement sa fonction de défense et d'élaboration révolutionnaire afin de contrer les réflexes réformistes et contre-révolutionnaires issus de l'ancienne société capitaliste. Car l'histoire a démontré que même sous le Socialisme, le processus révolutionnaire peut entrer en crise ou reculer en raison d'erreurs stratégiques, de reproduction des réflexes bourgeois.

Mais l'action de la Tendance révolutionnaire est encore plus fondamentale en période capitaliste. Sans une intervention collective, les militants se revendiquant de la Révolution subissent facilement l'influence du milieu militant ambiant et de la culture bourgeoise qui imprègne le prolétariat. Le militant révolutionnaire doit assurer un rôle de formation et d'éducation. Mais pour cela il a besoin d'un outil. Cet outil ne peut être efficace que s'il est collectif. Car comment proposer un projet de société collectif en agissant seul ? Cela n'a aucun sens, sauf à se prendre pour le Messie ou Saint Che Guevara

C'est pourquoi un syndicaliste qui veut développer une activité révolutionnaire doit nécessairement agir à travers une Tendance révolutionnaire.

C'est la fonction que ce sont donnés les CSR en 1920. C'est la fonction que nous leur redonnons aujourd'hui en tirant un bilan des échecs révolutionnaires passés.

